

Titre	Convention Recouvrement des Aliments de 2007 : Profil d'État – Actualisation
Document	Doc. préél. No 9A de septembre 2024 (première version révisée)
Auteur	BP
Point de l'ordre du jour	A déterminer
Mandat(s)	C&R No 68 of the 2007 SC of 2022; C&D Nos 34 & 48 of CGAP 2023; C&D No 58 of CGAP 2024
Objectif	Obtenir l'approbation des Membres de la HCCH sur le Profil d'État – Actualisation dans le cadre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007. Le Profil d'État a pour objectif d'aider les Parties contractantes à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention de 2007, notamment en fournissant des informations sur : 1) les autorités désignées ; 2) les services fournis ; 3) une description de leurs lois et procédures concernant les obligations alimentaires. Les modifications apportées à la version de septembre 2011 sont mises en évidence en jaune . En l'absence d'objection à ces modifications dans un délai de six semaines suivant leur diffusion, le Profil d'État sera réputé approuvé.
Mesures à prendre	Pour décision <input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour discussion <input type="checkbox"/> Pour action / achèvement <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/>
Documents connexes	- Doc. préél. No 3 de septembre 2011 (version finale) - Profil des États - Convention Recouvrement des aliments de 2007 - Doc. préél. No 18 de mars 2024 (version finale) - Profil d'État en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 - Doc. Préél. No 7 de janvier 2024 (version finale) - Profil d'État de la Convention de 2000 sur la Protection des adultes

Table des matières

Avant-propos au Profil d'État	3
Phase 1	5
I Autorité centrale et autres autorités désignées par [nom de votre État]	5
1. Coordonnées de l'Autorité centrale (art. 4 de la Convention).....	5
2. Autre Autorité centrale désignée, le cas échéant (art. 4 de la Convention).....	6
3. Exigences linguistiques (art. 44).....	6
II Entrée en vigueur et application territoriale de la Convention de 2007 en [nom de votre État].....	7
4. Entrée en vigueur et application territoriale.....	7
5. Fonctions générales de l'Autorité centrale (art. 5, 6(1), 6(3) et 51)	8
6. Accès effectif aux procédures (art. 14)	9
7. Fonctions spécifiques des Autorités Centrales relatives aux demandes prévues au Chapitre III (art. 6(2))	9
III Informations relatives aux demandes en vertu de la Convention	14
8. Mode de communication (art. 13)	14
9. Demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision (art. 10(1)(a) et 10(2)(a))	15
10. Demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments (art. 30)	17
11. Demandes d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans [nom de votre Etat] (art. 10(1)(b))	19
12. Demandes d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue ou reconnue dans [nom de votre État] (art. 30(2) et 10(1)(b)).....	22
13. Demandes d'obtention d'une décision dans [nom de votre État] (art. 10(1)(c) et (d)).....	24
14. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] (art. 10(1)(e) et 10(2)(b))	29
15. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un Etat autre que le [nom de votre Etat] (art. 10(1)(f) et 10(2)(c))	32
IV Information concernant la législation et les procédures applicables en matière d'obligations alimentaires dans [nom de votre Etat]	34
16. Obligations alimentaires envers un enfant (art. 57).....	34
17. Autorités compétentes responsables en matière de décisions ou de Conventions relatives aux aliments dans [nom de votre État] (art. 57).....	38
18. Information concernant les systèmes permettant de fournir des prestations à titre d'aliments (art. 36)	38
V Informations relatives aux règles et procédures d'exécution dans [nom de votre Etat].....	39
19. Informations générales concernant l'exécution dans [nom de votre Etat] (art. 57(1)(d) de la Convention)	39
20. Règles de protection du débiteur (art. 57(1)(d)).....	39

21.	Aperçu des procédures en matière d'exécution dans [nom de votre Etat] (art. 57(1)(d))....	39
22.	Mesures disponibles afin d'exécuter des décisions en matière d'aliments (art. 34)	40
VI	Autres informations.....	40
23.	Informations concernant le paiement (lieu où les paiements doivent être effectués et modalités d'envoi) (art. 11(1)(f)).....	40
	Fin de la Phase 1.....	41
	Phase 2	42
I	Informations Générales	42
1.	Aperçu des processus suivis lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 10 de la Convention (art. 57).....	42
2.	Méthodes de calcul des aliments dans [nom de votre Etat] (art. 57).....	43
3.	Établissement de la filiation (art. 57)	43
4.	À la suite de la reconnaissance d'une décision par un autre Etat (art. 57).....	44
5.	Demandes présentées directement aux autorités compétentes (si disponible) (art. 37)	44
6.	Autres informations pouvant être utiles (art. 57)	44
	Fin de la Phase 2.....	45

Convention Recouvrement des Aliments de 2007 : Profil d'État – Actualisation

Avant-propos au Profil d'État

Un État contractant peut utiliser ce Profil d'État pour satisfaire à ses obligations, en vertu de la *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* (Convention de 2007 ou Convention), de fournir des informations au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH) (voir art. 57(2)).

Le document est divisé en deux phases. La phase 1 inclut les informations fournies grâce à une série de cases à cocher et requises en vertu des articles 4(3), 6(3) et 57 de la Convention de 2007, ainsi que les autres informations qui seront nécessaires à la mise en œuvre de la Convention. La phase 2 inclut des informations complémentaires rédigées, nécessaires à la mise en œuvre de la Convention et permettant de satisfaire aux exigences prévues à l'article 57.

Le Profil d'État a pour objectif de préciser les modalités de mise en œuvre de chacune des obligations prévues par la Convention, de décrire les lois et procédures applicables en matière d'obligations alimentaires, et de fournir des informations utiles aux autres États contractants. Le Profil d'État a pour but de faciliter :

- a) le respect des obligations de la Convention dans les délais et avec un minimum d'effort administratif ;
- b) les échanges d'informations entre les États contractants ;
- c) une traduction peu coûteuse des informations fournies par les États contractants en anglais, français, espagnol et en d'autres langues si cela est demandé par les États contractants ;
- d) le traitement exact et rapide des demandes par des responsables de dossiers bien informés ;
- e) un service rendu de manière compétente aux demandeurs en vertu de la Convention ;
- f) la mise à jour rapide de l'information fournie.

Ce Profil d'État est basé sur le texte final de la Convention de 2007, tel que convenu lors de la Vingt et unième session de la HCCH.

Ce Profil d'État est conçu de manière à refléter une mise en œuvre de la Convention de 2007 comme si aucune déclaration ou réserve n'avait été faite sur le champ d'application obligatoire¹ de la Convention. Si des États étendent, par déclaration, le champ d'application de la Convention à d'autres membres de la famille, un Profil d'État élargi sera disponible dans un futur proche pour fournir les informations nécessaires. Les déclarations et réserves portant sur la Convention sont disponibles sur le site Internet de la HCCH (< www.hcch.net >).

Le Profil d'État est un document uniformisé qui sera à la disposition des États afin de le compléter, le consulter ou le mettre à jour électroniquement. Les États doivent remplir le « Profil d'État » afin de fournir des informations aux autres États. Lorsque plusieurs réponses aux questions sont appropriées, les États sont encouragés à cocher l'ensemble des cases y afférentes. Les États comprenant plusieurs unités territoriales ont la possibilité de présenter un Profil d'État propre à chacune de celles-ci.

¹ C'est-à-dire aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne âgée de moins de 21 ans ; à la reconnaissance et à l'exécution ou à l'exécution d'une décision relative aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux lorsque la demande est présentée conjointement à une action comprise dans le champ d'application de l'alinéa a) ; et, à l'exception des chapitres II et III, aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

Les États sont invités à fournir des liens vers des sites Internet si cela peut s'avérer utile pour accéder à des informations complémentaires pertinentes. Les États devraient noter que les liens vers des sites Internet ne remplacent pas les réponses rédigées aux questions.

Les informations figurant dans ce Profil d'État ne constituent pas un avis juridique et ne doivent pas être interprétées comme une déclaration officielle concernant la législation en vigueur. Pour toute question relative au droit applicable dans un domaine spécifique, il est recommandé de consulter un conseiller juridique local indépendant.

Pour toute clarification concernant la terminologie de la Convention ou des questions de fond, les utilisateurs sont invités à se référer au [Rapport explicatif](#).

Phase 1

I Autorité centrale et autres autorités désignées par [nom de votre État]

1. Coordonnées de l'Autorité centrale (art. 4 de la Convention)

1.1	Nom	
1.2	Adresse	
1.3	Étendue territoriale et personnelle des fonctions, le cas échéant	
1.4	Téléphone	
1.5	Télécopie	
1.6	Adresse électronique	
1.7	Site web	
1.8	Personne à contacter	<p>Prénom : [REDACTED]</p> <p>Nom de famille : [REDACTED]</p> <p>Téléphone direct :</p> <p>Adresse électronique directe :</p> <p>Langue de communication préférée :</p> <p>Mode de communication préféré :</p> <p><input type="checkbox"/> Téléphone</p> <p><input type="checkbox"/> Télécopie</p> <p><input type="checkbox"/> Adresse électronique</p> <p><input type="checkbox"/> Autre mode de communication (veuillez préciser) :</p>
1.9	Autre personne à contacter, le cas échéant	<p>Prénom : [REDACTED]</p> <p>Nom de famille : [REDACTED] Téléphone direct :</p> <p>Adresse électronique directe :</p> <p>Langue de communication préférée :</p> <p>Mode de communication préféré :</p> <p><input type="checkbox"/> Téléphone</p> <p><input type="checkbox"/> Télécopie</p> <p><input type="checkbox"/> Adresse électronique</p> <p><input type="checkbox"/> Autre mode de communication (veuillez préciser) :</p>
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] ²		

² La « dernière mise à jour » sera effectuée automatiquement sur la version électronique du Profil d'État.

2. Autre Autorité centrale désignée, le cas échéant (art. 4 de la Convention)³

2.1	Nom	
2.2	Adresse	
2.3	Étendue territoriale et personnelle des fonctions, le cas échéant	
2.4	Téléphone	
2.5	Télécopie	
2.6	Adresse électronique	
2.7	Site web	
2.8	Personne à contacter	<p>Prénom : _____</p> <p>Nom de famille : _____ Téléphone direct : _____</p> <p>Adresse électronique directe : _____</p> <p>Langue de communication préférée : _____</p> <p>Mode de communication préféré :</p> <p><input type="checkbox"/> Téléphone</p> <p><input type="checkbox"/> Télécopie</p> <p><input type="checkbox"/> Adresse électronique</p> <p><input type="checkbox"/> Autre mode de communication (veuillez préciser) : _____</p>
2.9	Autre personne à contacter, le cas échéant	<p>Prénom : _____</p> <p>Nom de famille : _____ Téléphone direct : _____</p> <p>Adresse électronique directe : _____</p> <p>Langue de communication préférée : _____</p> <p>Mode de communication préféré :</p> <p><input type="checkbox"/> Téléphone</p> <p><input type="checkbox"/> Télécopie</p> <p><input type="checkbox"/> Adresse électronique</p> <p><input type="checkbox"/> Autre mode de communication (veuillez préciser) : _____</p>
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]		

3. Exigences linguistiques (art. 44)

Demandes et documents connexes	
3.1 [nom de l'État] exige-t-il que toute demande, ainsi que les documents s'y rattachant, soient accompagnés d'une traduction dans la (les) langue(s)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui

³ Cette section sera extensible afin de permettre l'insertion d'autres autorités.

<p>officielle(s) de [nom de votre État] ou dans une autre langue ? Si oui, dans quelle langue ?</p> <p>article 44(1) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Dans une langue officielle de [nom de votre État]. Veuillez spécifier la langue :</p> <p><input type="checkbox"/> Dans une autre langue. Veuillez spécifier la langue :</p>
<p>3.2 [Nom de votre État] a-t-il plusieurs langues officielles ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier les langues) :</p>
<p>3.3 Si [nom de votre État] a plusieurs langues officielles dans son territoire et, pour des raisons de droit interne, ne peut accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, veuillez spécifier la langue dans laquelle les documents doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties déterminées de son territoire.</p> <p>article 44(2) de la Convention de 2007</p>	
<p>Autres communications</p>	
<p>3.4 Pour les autres communications entre Autorités centrales, [nom de votre État] s'oppose-t-il à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais ?</p> <p>article 44(3) et 62 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Objection à l'anglais</p> <p><input type="checkbox"/> Objection au français.</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

II Entrée en vigueur et application territoriale de la Convention de 2007 en [nom de votre État]

4. Entrée en vigueur et application territoriale

<p>4.1. À quelle date la Convention de 2007 est-elle entrée en vigueur en [nom de votre État] ?</p>	
<p>4.2. [Nom de votre État] a-t-il élevé une objection à l'adhésion d'un autre État à la Convention de 2007 ?</p> <p>Article 58(5) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><i>Veuillez consulter le site Internet de la HCCH, « Espace Recouvrement des aliments », puis « État présent » et « A** » (Adhésion donnant lieu à une procédure d'objection ; veuillez cliquer sur A** pour plus d'informations sur les objections à cette adhésion).</i></p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>4.3. Si [nom de votre État] comprend deux unités territoriales ou plus, a-t-il fait une déclaration en vertu de l'article 61?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser):</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Sans objet</p>

<p>4.4. Si [nom de votre État] comprend un territoire d'outre-mer ou plus, veuillez donner des informations sur l'applicabilité de la Convention de 2000 dans ces territoires.</p>	<p>Veuillez énumérer les territoires liés par la Convention de 2007</p> <p>Veuillez énumérer les territoires non liés par la Convention de 2007</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

5. Fonctions générales de l'Autorité centrale (art. 5, 6(1), 6(3) et 51)⁴

<p>5.1 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale peuvent-elles être exercées par des organismes publics ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de [nom de votre État] ?</p> <p>article 6(3) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez compléter la question 5.2. ci-dessous.</p>
<p>5.2 Désignation et coordonnées de ces organismes, publics ou autres, ainsi que l'étendue de leurs fonctions.</p> <p>article 6(3) de la Convention de 2007</p>	<p>Nom :</p> <p>Adresse :</p> <p>Étendue des fonctions :</p> <p>No de téléphone :</p> <p>No de télécopieur :</p> <p>Courriel :</p> <p>Adresse du site Internet :</p> <p>Personne(s) à contacter :</p>
<p>5.3 De quelle manière [nom de votre État] introduit-il ou facilite-t-il l'introduction de procédures relatives aux demandes présentées en application du chapitre III ?</p> <p>article 6(1)(b) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale introduit de telles procédures</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'introduit pas de telles procédures. Elle facilite l'introduction de ces procédures en soumettant l'affaire à l'organisme public approprié, chargé de les introduire</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>5.4 [nom de votre État] a-t-il un accord avec un autre État contractant pour améliorer l'application de la présente Convention entre [nom de votre État] et cet autre État contractant ?</p> <p>article 51 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Accord bilatéral, veuillez spécifier : <i>Veuillez fournir le titre de l'accord et un lien vers un site Internet pour accéder à cet accord, si disponible</i></p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier : <i>Veuillez fournir le titre de l'accord et un lien vers un site Internet pour accéder à cet accord, si disponible</i></p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

⁴ Cette section sera extensible afin de permettre l'insertion d'autres autorités.

6. Accès effectif aux procédures (art. 14)

<p>6.1 De quelle manière [nom de votre État] assure-t-il aux demandeurs l'accès effectif aux procédures ?</p>	<p><input type="checkbox"/> [nom de votre État] fournit une assistance juridique gratuite conformément aux articles 14 à 17 (art. 14(2)).</p> <p><input type="checkbox"/> [nom de votre État] applique des procédures permettant au demandeur d'agir sans avoir besoin d'une telle assistance et l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires (art. 14(3)).</p>
<p>6.2 Si [nom de votre État] dispose de procédures permettant au demandeur d'agir sans avoir besoin d'une assistance juridique et que l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires (art. 14(3)), veuillez indiquer les services disponibles en [nom de votre État].</p> <p><i>Veuillez cocher toutes les cases applicables.</i></p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale est l'autorité compétente et fournit tous les services nécessaires concernant la demande</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale engage des procédures en présentant la demande à l'autorité compétente et fournit tous les services nécessaires concernant la demande</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale transfère la demande à un organisme public soumis au contrôle de l'autorité compétente. Cet organisme public fournit tous les services nécessaires concernant la demande</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet la demande à un autre organisme soumis au contrôle de l'autorité compétente. Cet autre organisme fournit tous les services nécessaires concernant la demande</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

7. Fonctions spécifiques des Autorités Centrales relatives aux demandes prévues au Chapitre III (art. 6(2))

<p>7.1 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] accorde-t-elle ou facilite-t-elle l'octroi d'une assistance juridique dans sa juridiction?</p> <p>article 6(2)(a) de la Convention de 2007 et pour la définition d'« assistance juridique » voir l'art. 3(c) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique n'est pas requise dans la plupart des cas. Une assistance administrative est fournie. L'assistance juridique est fournie lorsqu'elle est requise</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie pour toutes les procédures, dont les appels</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Lorsque l'assistance juridique est requise :</u></p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des juristes employés par l'Autorité centrale</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des juristes employés par un organisme d'assistance juridique de l'État</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des avocats de pratique privée financés par l'État</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>7.2 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] aide-t-elle à localiser</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale mène des recherches en utilisant les répertoires suivants disponibles au public :</p>

<p>un débiteur ou un créancier résidant sur son territoire ?</p> <p>article 6(2)(b) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Annuaire téléphonique</p> <p><input type="checkbox"/> Liste électorale</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale mène des recherches en utilisant les bases de données gouvernementales suivantes :</p> <p><input type="checkbox"/> Base de données de la sécurité sociale</p> <p><input type="checkbox"/> Base de données fiscales</p> <p><input type="checkbox"/> Base de données relative à l'emploi</p> <p><input type="checkbox"/> Base de données relative au transport</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet une demande de localisation à un organisme public approprié fournissant des services de localisation. Veuillez fournir les détails :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet une demande de localisation à un organisme privé fournissant des services de localisation. Veuillez fournir les détails :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale mène des recherches dans les bases de données relatives au recensement de la population.</p> <p><input type="checkbox"/> Autres mesures prises pour localiser le débiteur ou le créancier (veuillez spécifier) :</p>
<p>7.3 En tant qu'État requis, de quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle l'obtention sur son territoire des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou créancier résidents, y compris la localisation des biens ?</p> <p>article 6(2)(c) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale a accès aux informations suivantes grâce aux bases de données à sa disposition :</p> <p><input type="checkbox"/> Salaires</p> <p><input type="checkbox"/> Autres revenus</p> <p><input type="checkbox"/> Informations fiscales</p> <p><input type="checkbox"/> Allocations de prestation d'aide publique</p> <p><input type="checkbox"/> Relevés d'institutions financières</p> <p><input type="checkbox"/> Propriétés de véhicules motorisés</p> <p><input type="checkbox"/> Registre foncier et des titres</p> <p><input type="checkbox"/> Registre de biens meubles</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet la demande à l'organisme public compétent pouvant obtenir des informations pertinentes sur les revenus et le patrimoine. Veuillez spécifier :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale contactera le débiteur ou le créancier et lui demandera de fournir des informations relatives à sa situation financière.</p>

	<input type="checkbox"/> L'Autorité centrale exercera des pouvoirs légaux pour requérir des informations auprès des personnes ou des organismes, le cas échéant. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :
<p>7.4 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] encourage-t-elle les règlements amiables afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes analogues ?</p> <p>article 6(2)(d) de la Convention de 2007</p>	<input type="checkbox"/> Le recours à la médiation, à la conciliation, ou à d'autres modes analogues est obligatoire pour chaque affaire de recouvrement d'aliments <input type="checkbox"/> Le recours à la médiation, à la conciliation, ou à d'autres modes analogues est encouragé pour chaque affaire de recouvrement d'aliments <input type="checkbox"/> Le recours à la médiation, à la conciliation, ou à d'autres modes analogues dépend des faits de l'affaire. Veuillez spécifier : <input type="checkbox"/> En règle générale, avant d'introduire une procédure d'exécution, un règlement amiable est recherché avec le débiteur, à qui la possibilité de paiements volontaires est accordée <input type="checkbox"/> Autres mesures prises pour encourager les règlements amiables (veuillez spécifier) :
<p>7.5 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ?</p> <p>article 6(2)(e) de la Convention de 2007</p>	<input type="checkbox"/> L'Autorité centrale est responsable de l'exécution. Les mesures d'exécution sont énumérées à la question 4.21 de la phase 1, partie IV <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet à l'organisme public approprié une demande aux fins d'exécution continue. Les mesures d'exécution sont énumérées à la question 4.21 de la phase 1, partie IV <input type="checkbox"/> Autres mesures prises pour faciliter l'exécution (veuillez spécifier) :
<p>7.6 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments ?</p> <p><i>Pour plus d'informations sur les transferts du point de vue de l'État requérant, veuillez vous référer à la question 23 ci-dessous.</i></p> <p>article 6(2)(f) de la Convention de 2007</p>	<p><u>Perception des paiements dans l'État requis</u></p> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale est responsable de la perception des paiements des aliments. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'est pas responsable de la perception des paiements des aliments. Elle soumet à l'organisme public approprié une demande aux fins de perception continue. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'est pas responsable de la perception des paiements des aliments. La perception est prise en charge par un tiers du secteur privé. Veuillez indiquer de quelle manière ces paiements devraient être effectués : <u>Méthodes de perception</u> <input type="checkbox"/> Les paiements doivent être effectués en un lieu centralisé <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués en des points locaux

	<p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par retrait pré-autorisé depuis un compte tenu par une institution financière</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par des retenues sur salaire</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par chèque ou par mandat</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par carte de crédit</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par des transferts électroniques de fonds</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués en espèces</p> <p><input type="checkbox"/> Autres méthodes de perception (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Transfert des paiements de [nom de votre État] à l'État requérant</u></p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale ou l'organisme public est responsable du transfert des paiements des aliments :</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être transférés par chèque</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être transférés par transfert électronique de fonds.</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale, à la demande de l'Autorité centrale de l'État requérant, obtiendra de l'organisme public compétent les informations concernant le transfert des paiements des aliments et les lui transmettra.</p> <p><input type="checkbox"/> Autres moyens mis à disposition par l'Autorité centrale pour faciliter le transfert des paiements (veuillez spécifier) :</p>
<p>7.7 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle l'obtention, au niveau interne, d'éléments de preuve documentaire ou autres ?</p> <p>article 6(2)(g) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> En application du droit interne, l'Autorité centrale a la responsabilité de :</p> <p><input type="checkbox"/> Émettre une citation administrative à comparaître pour obtenir des éléments de preuve documentaire ou autres</p> <p><input type="checkbox"/> Soumettre l'affaire à l'autorité compétente appropriée afin d'obtenir des éléments de preuve documentaire ou autres</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher la production volontaire d'éléments de preuve documentaire ou autres</p> <p><input type="checkbox"/> Autre assistance fournie (veuillez spécifier) :</p>
<p>7.8 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autres à l'étranger? À</p>	<p><input type="checkbox"/> Aux instruments internationaux suivants :</p> <p><input type="checkbox"/> Convention HCCH de 1970 sur l'obtention des preuves (veuillez consulter le Profil d'État</p>

<p>quels instruments internationaux relatifs à l'obtention de preuves documentaires ou autres à l'étranger [nom de votre État] est-il Partie contractante ?</p> <p>article 6(2)(g) de la Convention de 2007</p> <p>Veillez consulter le site Internet de la HCCH pour connaître les coordonnées des Autorités centrales responsables en application des Conventions de la HCCH.</p>	<p>dans le cadre de la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves)⁵</p> <p><input type="checkbox"/> Convention HCCH de 1954 relative à la procédure civile</p> <p><input type="checkbox"/> Autre instrument international (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> Lorsqu'aucun instrument international n'est appliqué, [nom de votre État] applique les règles relatives à l'obtention de preuves à l'étranger prévues par le droit interne ou par un instrument d'une Organisation régionale d'intégration économique.</p>
<p>7.9 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] fournit-elle une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire au recouvrement d'aliments ?</p> <p>article 6(2)(h) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale fournira l'assistance suivante, le cas échéant :</p> <p><input type="checkbox"/> Coordonner le test génétique</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher la reconnaissance volontaire de la filiation</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher la détermination légale de la filiation via une procédure judiciaire</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher la détermination légale de la filiation via une procédure administrative</p> <p><input type="checkbox"/> Autre assistance fournie (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumettra une demande à l'autorité compétente appropriée lorsque l'établissement de la filiation est nécessaire au recouvrement des aliments. Veuillez spécifier :</p> <p><input type="checkbox"/> Si [nom de votre État] est Partie contractante à la Convention HCCH de 1954 relative à la procédure civile ou à la Convention HCCH de 1970 sur l'obtention des preuves ou à un autre instrument international, l'Autorité centrale est en mesure de fournir des conseils quant aux procédures appropriées.</p> <p><input type="checkbox"/> Autre assistance fournie (veuillez spécifier) :</p>
<p>7.10 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] introduit-elle ou facilite-t-elle l'introduction de procédures pour obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante (par ex. le gel ou la saisie d'un bien de l'actif) ?</p> <p>art. 6(2)(i) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale introduit de telles procédures</p> <p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'introduit pas de telles procédures. Elle facilite l'introduction de ces procédures en soumettant l'affaire à l'organisme public approprié, chargé de les introduire</p> <p><input type="checkbox"/> De telles mesures provisoires ne sont pas disponibles en vertu du droit interne</p>

5

Remarque : Il n'y a actuellement pas de page consacrée au Profil d'État sur le site Internet de cette Convention - le lien hypertexte sera ajouté une fois que le Profil d'État sera disponible. Cette note de bas de page sera supprimée une fois que le Profil d'État sera approuvé.

	<input type="checkbox"/> Autres mesures pouvant être prises pour garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante (veuillez spécifier) :
<p>7.11 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle la signification et la notification des actes au niveau interne ?</p> <p>article 6(2)(j) de la Convention de 2007</p>	<input type="checkbox"/> En application du droit interne, l'Autorité centrale est responsable de la : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Signification et notification <input type="checkbox"/> Transmission à l'organisme public approprié des actes devant être signifiés et notifiés <input type="checkbox"/> Transmission à un organisme privé des actes devant être signifiés ou notifiés <input type="checkbox"/> Autre assistance fournie (veuillez spécifier) : <input type="checkbox"/> En application du droit interne, l'Autorité centrale effectue une communication à la place d'une signification ou notification.
<p>7.12 De quelle façon l'Autorité centrale en [nom de votre État] facilite-t-elle la signification et la notification d'actes à l'étranger ? À quels instruments internationaux relatifs à la signification et à la notification d'actes à l'étranger [nom de votre État] est-il Partie contractante ?</p> <p>article 6(2)(j) de la Convention de 2007</p> <p>Veuillez consulter le site Internet de la HCCH pour connaître les coordonnées des Autorités centrales responsables en application des Conventions de la HCCH.</p>	<input type="checkbox"/> Aux instruments internationaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Convention de HCCH de 1965 sur la notification (veuillez consulter le Profil d'État dans le cadre de la Convention de 1965 sur la notification)⁶ <input type="checkbox"/> Convention de HCCH de 1954 relative à la procédure civile <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier : <input type="checkbox"/> Lorsqu'aucun instrument international n'est appliqué, [nom de votre État] applique les règles relatives à la signification et à la notification d'actes à l'étranger prévues par le droit interne ou par un instrument d'une Organisation régionale d'intégration économique.
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

III Informations relatives aux demandes en vertu de la Convention

8. Mode de communication (art. 13)

<p>8.1 Quels sont les moyens de communication sécurisés généralement acceptés en [nom de votre État] pour recevoir les demandes / requêtes / documents connexes ?</p> <p><i>Veuillez cocher toutes les cases applicables.</i></p>	<input type="checkbox"/> Courrier <input type="checkbox"/> iSupport avec e-CODEX / Un système de communication électronique utilisant e-CODEX et interopérable avec iSupport <input type="checkbox"/> Courriel sécurisé <input type="checkbox"/> Boîte de dépôt sécurisé <input type="checkbox"/> Autre moyen de communication sécurisé (veuillez spécifier):
---	---

⁶ Remarque : Le Profil d'État électronique de 1970 est en cours d'actualisation dans le cadre du projet sur les Profils d'États électroniques. Ce lien hypertexte sera mis à jour une fois que le nouveau Profil d'État électronique pour la Convention Preuves sera disponible sur le site Internet de la HCCH. Cette note de bas de page sera supprimée une fois que le Profil d'État sera approuvé.

<p>8.2 Si les demandes peuvent être reçues par le biais de communications électroniques sécurisées en [nom de votre État], certains documents doivent-ils encore être envoyés par courrier?</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucun document ne doit être envoyé par courrier</p> <p><input type="checkbox"/> Les documents suivants doivent encore être envoyés par courrier (veuillez préciser)</p> <p><input type="checkbox"/> Demandes et requêtes (veuillez préciser quels types de demandes et requêtes) :</p> <p><input type="checkbox"/> Document certifiés</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents à l'appui d'une demande et / ou d'une requête</p> <p><input type="checkbox"/> Accusés de réception</p> <p><input type="checkbox"/> Rapports sur l'état d'avancement</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier):</p>
<p>8.3 Quels sont les moyens de communication généralement acceptés en [nom de votre État] pour recevoir des communications autres que des demandes / requêtes / documents connexes ?</p>	<p><input type="checkbox"/> iSupport avec e-CODEX / Un système de communication électronique utilisant e-CODEX et interopérable avec iSupport</p> <p><input type="checkbox"/> Courriel sécurisé</p> <p><input type="checkbox"/> Courriel (pas pour la transmission de données personnelles)</p> <p><input type="checkbox"/> Boîte de dépôt sécurisé</p> <p><input type="checkbox"/> Autre moyen de communication sécurisé (veuillez spécifier):</p>

9. Demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision (art. 10(1)(a) et 10(2)(a))

<p>9.1 [nom de votre État] a-t-il fait une réserve portant sur une base de reconnaissance et d'exécution conformément à l'article 20(1)(c) et (f) de la Convention ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune réserve n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une réserve a été faite sur les fondements suivants :</p> <p><input type="checkbox"/> Le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance</p> <p><input type="checkbox"/> La décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties.</p>
<p>9.2 Les renseignements suivants sont ceux exigés en vertu des articles 11 et 25 de la Convention de 2007 et que doit comporter une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue dans un autre État contractant.</p>	<p><u>Concernant le demandeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées)</p> <p><u>Concernant le défendeur :</u></p>

<p>** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue)</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou son représentant, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés).</p>
<p>9.3 En vertu des articles 11(3) et 25 de la Convention de 2007, les documents suivants sont les seuls documents qu'un État peut exiger pour la reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue dans un autre État contractant.</p> <p>Veillez cocher toutes les cases applicables.</p>	<p>Décisions</p> <p><input type="checkbox"/> Le texte complet de la décision ou des décisions</p> <p><input type="checkbox"/> Une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine (art. 25(3)(a))</p> <p><input type="checkbox"/> Un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine, au lieu du texte complet de la décision ou des décisions (art. 25(3)(b))</p> <p>Reconnaissance et exécution</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine (exigé)</p> <p><input type="checkbox"/> Si la décision émane d'une autorité administrative, un document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies à moins que cet État n'ait précisé, conformément à l'article 57, que les décisions de ses autorités administratives remplissent dans tous les cas ces conditions</p> <p><input type="checkbox"/> [nom de votre État] ne requiert pas de document établissant que les exigences de l'article 19(3) sont remplies</p> <p>Attestation de notification / Possibilité de comparaître</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le défendeur n'a ni comparu, ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine, un document ou des documents attestant, selon le cas, que le défendeur a été</p>

	<p>dûment avisé de la procédure et a eu l'opportunité de se faire entendre ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou de former un appel, en fait et en droit (exigé)</p> <p>Arrérages</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Un document établissant le montant des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (exigé, si des arrérages doivent être exécutés)</p> <p>Indexation</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés (nécessaire lorsque la décision prévoit une adaptation automatique par indexation)</p> <p>Assistance juridique</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (exigé, si nécessaire).</p>
<p>9.4 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) :</p>
<p>9.5 Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments ?</p> <p>article 36 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

10. Demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments (art. 30)

<p>10.1 [nom de votre État] a-t-il fait une réserve, conformément à l'article 62, se réservant le droit de ne pas reconnaître et exécuter une convention en matière d'aliments ?</p> <p>article 30(8) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune réserve n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une réserve a été faite</p>
<p>10.2 [nom de votre État] a-t-il déclaré, conformément à l'article 63, que les demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution des conventions en matière d'aliments ne</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.</p>

<p>peuvent être présentées que par l'intermédiaire des Autorités centrales ? article 30(7) de la Convention de 2007</p>	
<p>10.3 Les renseignements suivants sont ceux exigés en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007 qui doivent être inclus dans une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue dans un autre État contractant.</p> <p>** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.</p>	<p><u>Concernant le demandeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées)</p> <p><u>Concernant le défendeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue)</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés).</p>
<p>10.4 Conformément à l'article 30(3) de la Convention de 2007, les <u>documents</u> suivants doivent être fournis avec la demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue dans un autre État contractant.</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Le texte complet de la convention en matière d'aliments (exigé).</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Un document établissant que cette convention en matière d'aliments est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine (exigé).</p>
<p>10.5 Outre les documents exigés par l'article 30(3) de la Convention de 2007, quels sont les documents qui devraient accompagner une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue dans un autre État contractant ?</p> <p>article 11(3) et 25 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Un document établissant le montant des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (si des arrérages doivent être exécutés)</p> <p><input type="checkbox"/> Un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés (nécessaire lorsque la décision prévoit une adaptation automatique par indexation)</p> <p><input type="checkbox"/> Document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (si nécessaire)</p>

	<input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier) :
10.6 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH. <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) : .
10.7 Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou par un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments ? article 36 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

11. Demandes d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans [nom de votre Etat] (art. 10(1)(b))

<p>11.1 Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont [nom de votre État] a besoin afin de traiter une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ?</p> <p>** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgateion des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.</p>	<p><u>Concernant le demandeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées)</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre informations à fournir (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant le défendeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue)</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, le cas échéant et si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Localisation et nature des biens, le cas échéant et si connues</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information permettant de localiser le défendeur, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations à fournir (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations à fournir (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments</p>
---	--

	<p>doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations à fournir (veuillez spécifier) :</p>
<p>11.2 [nom de votre État] a-t-il spécifié, par déclaration, les documents qui doivent accompagner la demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ?</p> <p>article 11(1)(g) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.</p>
<p>11.3 Outre les documents spécifiés par déclaration, quels documents devraient accompagner une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ?</p> <p>Veuillez spécifier si les copies doivent être certifiées.</p>	<p><input type="checkbox"/> Le texte complet de la décision ou des décisions</p> <p><input type="checkbox"/> Une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (si nécessaire)</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'une décision prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations utiles à la réalisation des calculs appropriés (si nécessaire)</p> <p><input type="checkbox"/> Un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (si nécessaire)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents à fournir (veuillez spécifier les conditions requises pour une telle demande) :</p>
<p>11.4 [nom de votre État] peut-il accepter une demande d'exécution d'une décision portant uniquement sur une période antérieure (par ex., une décision rétroactive en matière d'aliments ou une décision portant uniquement sur des arrérages) ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier :</p>
<p>11.5 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou recommandé pour une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ? Le cas échéant, veuillez fournir un lien.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) :</p>

<p>11.6 Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou par un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments ? article 36 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

12. Demandes d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue ou reconnue dans [nom de votre État] (art. 30(2) et 10(1)(b))

<p>12.1 Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont [nom de votre État] a besoin afin de traiter une demande d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue ou reconnue dans [nom de votre État] ?</p> <p>** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgateion des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.</p>	<p><u>Concernant le demandeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) <input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant le défendeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue) <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu <input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Localisation et nature des biens, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Toute autre information permettant de localiser le défendeur, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) <input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) <input type="checkbox"/> Modalités de garde <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p>
--	---

	<input type="checkbox"/> Autre(veuillez spécifier) : <u>Autres informations</u> : <input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés) <input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) <input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés) <input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :
<p>12.2 [nom de votre État] a-t-il spécifié, par déclaration, les documents qui sont exigés pour accompagner la demande d'exécution d'une convention en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ?</p> <p>article 11(1)(g) de la Convention de 2007</p>	<input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite <input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.
<p>12.3 Outre les documents exigés par déclaration, quels <u>documents</u> devraient accompagner une demande d'exécution d'une convention en matière d'aliments rendue ou reconnue dans [nom de votre État] ? Veuillez spécifier si les copies doivent être certifiées.</p>	<input type="checkbox"/> Le texte complet de la convention en matière d'aliments <input type="checkbox"/> Un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (si nécessaire) <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une convention en matière d'aliments prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés (si nécessaire) <input type="checkbox"/> Un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (si nécessaire) <input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier) :
<p>12.4 [nom de votre État] peut-il accepter une demande d'exécution d'une convention en matière d'aliments portant uniquement sur une période antérieure (par ex, une décision rétroactive en matière d'aliments ou une décision portant uniquement sur des arrérages) ?</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier les conditions requises pour une telle demande) :
<p>12.5 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou recommandé pour une demande d'exécution d'une convention en matière d'aliments conclue ou reconnue dans [nom de votre État] ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH. <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) :

<p>12.6 Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou par un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments ?</p> <p>article 36 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

13. Demandes d'obtention d'une décision dans [nom de votre État] (art. 10(1)(c) et (d))

<p>13.1 Dans toute action concernant l'établissement des aliments, y compris les demandes en vertu de l'article 10(1)(c) et (d), quelles sont les bases de compétence dans [nom de votre État] pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Le défendeur réside habituellement en [nom de votre État] lors de l'introduction de l'instance</p> <p><input type="checkbox"/> Le défendeur se soumet à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en est offerte pour la première fois</p> <p><input type="checkbox"/> Le créancier réside habituellement en [nom de votre État] lors de l'introduction de l'instance</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant pour lequel des aliments sont demandés réside habituellement dans [nom de votre État] lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans [nom de votre État] ou qu'il ait résidé dans [nom de votre État] et y ait fourni des aliments à l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> L'autorité a compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties</p> <p><input type="checkbox"/> Nationalité du créancier</p> <p><input type="checkbox"/> Nationalité de la personne pour qui des aliments sont demandés</p> <p><input type="checkbox"/> Nationalité du débiteur</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p>
<p>13.2 Dans toute action concernant l'établissement des aliments, y compris les demandes en vertu de l'article 10(1)(c) et (d), la loi d'un autre État peut-elle s'appliquer pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, conformément :</p> <p><input type="checkbox"/> Au Protocole HCCH de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires</p> <p><input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1973 sur les aliments (loi applicable)</p> <p><input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1956 sur les aliments (loi applicable)</p>

	<input type="checkbox"/> Autre instrument international, accord ou entente de réciprocité (veuillez spécifier) :
13.3 Dans le cadre d'une demande visant à l'obtention d'une décision, est-il possible de demander l'exécution de cette décision en l'indiquant dans la demande ?	<input type="checkbox"/> Oui, une autre demande n'est pas nécessaire pour l'exécution si elle est requise dans la demande pour l'obtention d'une décision <input type="checkbox"/> Non, une demande distincte pour l'exécution est exigée.
13.4 Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007, et qui est présélectionné, quelles sont les informations dont [nom de votre État] a besoin afin de traiter une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments ? ** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.	<u>Concernant le demandeur :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) <input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Actif et passif, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) <input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) : <u>Concernant le défendeur :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue) <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu <input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Localisation et nature des biens, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Toute autre information permettant de localiser le débiteur, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) <input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) : <u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) <input type="checkbox"/> Identification des parents <input type="checkbox"/> Modalités de garde <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)

	<p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input type="checkbox"/> Montant des aliments réclamés par le demandeur</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements d'aliments doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés)</p> <p><input type="checkbox"/> Historique du dossier, veuillez spécifier (par ex. s'il existe ou non un accord entre les parties)</p> <p><input type="checkbox"/> Antécédents familiaux, veuillez spécifier (par ex. si les parties étaient mariées, combien elles ont d'enfants)</p> <p><input type="checkbox"/> La date à partir de laquelle les aliments sont demandés</p> <p><input type="checkbox"/> L'opinion du demandeur quant au montant approprié des aliments</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p>
<p>13.5 [nom de votre État] a-t-il spécifié, par déclaration, les documents qui sont exigés pour accompagner la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments ?</p> <p>article 11(1)(g) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.</p>
<p>13.6 Outre les documents exigés par déclaration, quels documents devraient accompagner une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments ? Veuillez spécifier si les copies doivent être certifiées.</p> <p>article 11(3) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Preuve de naissance (certificat de naissance).</p> <p><input type="checkbox"/> Preuve au soutien d'une obligation de verser des aliments :</p> <p><input type="checkbox"/> Veuillez vous référer à la question 13.9 de la phase 1, partie II</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration financière :</p> <p><input type="checkbox"/> Créancier</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Personne ayant la charge de l'enfant.</p> <p><input type="checkbox"/> Documents au soutien de la déclaration financière mentionnée ci-dessus (par ex. fiches de paye, déclarations d'impôt sur le revenu, factures d'assurance maladie) ; veuillez spécifier :</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant n'ayant pas atteint l'âge de la majorité :</p>

	<p><input type="checkbox"/> Preuve que l'enfant fréquente l'école secondaire ou une institution d'études supérieures (par ex. école supérieure ou université)</p> <p><input type="checkbox"/> Preuve d'invalidité</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant ayant atteint l'âge de la majorité :</p> <p><input type="checkbox"/> Preuve que l'enfant fréquente l'école secondaire ou une institution d'études supérieures (par ex. école supérieure ou université)</p> <p><input type="checkbox"/> Preuve d'invalidité</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> Toute décision rendue en matière d'aliments ou accord par écrit entre les parties, ou se rapportant à toute personne pour laquelle les aliments sont demandés</p> <p><input type="checkbox"/> Décision de l'État requis refusant la reconnaissance et l'exécution (le cas échéant)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier) :</p>
<p>13.7 Existe-t-il une date butoir pour présenter une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le délai qui s'applique.</p> <p>** Il est important de mentionner qu'une loi autre que celle de l'État requis peut être applicable.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, la demande doit être faite :</p> <p><input type="checkbox"/> Dans les années suivant la séparation des parents.</p> <p><input type="checkbox"/> Avant l'expiration de la durée d'une obligation alimentaire (voir question 16.8 de la phase 1, partie III)</p> <p><input type="checkbox"/> Dans un autre délai (veuillez spécifier) :</p>
<p>13.8 Est-il nécessaire que le demandeur établisse l'existence d'une obligation de verser des aliments lorsqu'une demande est faite pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>
<p>13.9 Si la réponse à la question 13.8 est affirmative, par quels moyens le demandeur peut-il prouver l'existence d'une obligation de verser des aliments ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat de mariage démontrant que le débiteur était marié à l'autre parent de l'enfant lorsque l'enfant est né</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat d'union civile démontrant que le débiteur était dans une union civile avec l'autre parent de l'enfant quand l'enfant est né</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une déclaration formelle établissant que le débiteur vivait avec l'autre parent de l'enfant lorsque l'enfant est né</p>

	<p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat de mariage démontrant que le débiteur était marié à l'autre parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat d'union civile démontrant que le débiteur était dans une union civile avec l'autre parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une déclaration formelle établissant que le débiteur vivait avec l'autre parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une déclaration formelle établissant que le débiteur est un des parents de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie du certificat de naissance démontrant que le débiteur est enregistré comme étant un parent de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'une inscription sur un registre de naissance démontrant que le débiteur est enregistré comme étant un parent de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'un document écrit dans lequel le débiteur présumé reconnaît la filiation</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'un certificat d'adoption attestant que le débiteur a légalement adopté l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie des résultats d'un test génétique qui indiquent de fortes probabilités que le débiteur est l'un des parents de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une déclaration formelle établissant que durant les deux premières années de la vie de l'enfant, le débiteur a résidé avec l'enfant et a ouvertement agi comme si l'enfant était le sien</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie de la décision d'une autorité compétente qui a établi la filiation</p> <p><input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une déclaration formelle établissant que le demandeur a la garde effective de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> D'autres moyens peuvent être utilisés pour établir l'existence d'une obligation de verser des aliments (veuillez spécifier) :</p>
<p>13.10 Existe-t-il une date butoir pour établir la filiation ou l'obligation de verser des aliments ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le délai applicable.</p> <p>** Il est important de mentionner qu'une loi autre que celle de l'État requis peut être applicable.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, la demande doit être faite :</p> <p><input type="checkbox"/> Avant l'expiration de la durée d'une obligation alimentaire (voir question 16.8 de la phase 1, partie III)</p>

	<input type="checkbox"/> Avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de deux ans <input type="checkbox"/> Avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans <input type="checkbox"/> Une autre limitation s'applique (veuillez spécifier) :
13.11 Quels sont dans [nom de votre État] les coûts assumés par le créancier pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments, y compris les procédures d'appel ? Veuillez inclure tous les coûts survenant en pratique.	<input type="checkbox"/> Frais judiciaires <input type="checkbox"/> Frais d'une autorité administrative <input type="checkbox"/> Frais d'experts <input type="checkbox"/> Frais légaux <input type="checkbox"/> Autres frais (veuillez spécifier) :
13.12 Le demandeur peut-il réclamer auprès du débiteur le remboursement des dépenses qu'il a prises à sa charge (par ex. pour un avocat) ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier les frais qui peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement et les conditions éventuelles de cette demande) :
13.13 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande d'obtention d'une décision relative aux aliments ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH <input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) :
13.14 Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou par un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments ? article 36 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

14. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] (art. 10(1)(e) et 10(2)(b))

14.1 Dans toute action concernant la modification d'une décision relative aux aliments, en vertu de l'article 10(1)(e) et 10(2)(b), la loi d'un autre État peut-elle s'appliquer pour la modification d'une décision en matière d'aliments ? Veuillez cocher toutes celles qui s'appliquent. Veuillez cocher toutes les cases applicables.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, conformément : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Au Protocole HCCH de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires <input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1973 sur les aliments (loi applicable) <input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1956 sur les aliments (loi applicable) <input type="checkbox"/> Autre instrument international, accord ou entente de réciprocité (veuillez spécifier) :
---	--

<p>14.2 Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont [nom de votre État] a besoin afin de traiter une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] ?</p> <p>** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgation des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.</p>	<p><u>Concernant le demandeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées)</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Actif et passif, le cas échéant et si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant le défendeur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue)</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, le cas échéant et si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Localisation et nature des biens, le cas échéant et si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information permettant de localiser le défendeur, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations</p>
--	---

	<p>relatives au lieu où les paiements des aliments doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés)</p> <p><input type="checkbox"/> Montant modifié des aliments réclamés par le demandeur</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p>
<p>14.3 [nom de votre État] a-t-il spécifié, par déclaration, les documents qui doivent accompagner la demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] ?</p> <p>article 11(1)(g) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.</p>
<p>14.4 Outre les documents spécifiés par déclaration, quels <u>documents</u> devraient accompagner une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] ? Veuillez spécifier si les copies doivent être certifiées.</p>	<p><input type="checkbox"/> Texte complet de la décision ou des décisions</p> <p><input type="checkbox"/> Réclamation relative à des dépenses extraordinaires</p> <p><input type="checkbox"/> Fiche de paye établissant un changement de revenu</p> <p><input type="checkbox"/> Accord par écrit entre les parties concernant la modification d'une décision en matière d'aliments</p> <p><input type="checkbox"/> Informations identifiant la décision devant être modifiée</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration d'impôt sur le revenu du demandeur la plus récente, si possible</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier) :</p>
<p>14.5 Dans quelles circonstances une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] peut-elle être faite ?</p>	<p><input type="checkbox"/> La situation de l'enfant a changé de façon à justifier la modification</p> <p><input type="checkbox"/> La situation du débiteur a changé de façon à justifier la modification</p> <p><input type="checkbox"/> La situation du créancier a changé de façon à justifier la modification</p> <p><input type="checkbox"/> La situation de la personne ayant la charge de l'enfant a changé de façon à justifier la modification</p> <p><input type="checkbox"/> Les modalités de garde de l'enfant ont changé de façon à justifier la modification</p> <p><input type="checkbox"/> Le coût de la vie a changé à un tel point qu'il justifie la modification</p> <p><input type="checkbox"/> Si la décision a été rendue d'un commun accord, le montant accordé n'est plus approprié ou adéquat</p> <p><input type="checkbox"/> Autres circonstances (veuillez spécifier) :</p>

14.6 Une modification peut-elle être faite rétroactivement ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les motifs et toute limitation d'une décision rétroactive d'aliments :
14.7 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans [nom de votre État] ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé publié par la HCCH <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) : .
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

15. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un Etat autre que le [nom de votre Etat] (art. 10(1)(f) et 10(2)(c))

15.1 Dans toute action concernant la modification d'une décision relative aux aliments, en vertu de l'article 10(1)(f) et 10(2)(c), la loi d'un autre État peut-elle s'appliquer pour modifier une décision relative aux aliments ? Veuillez cocher toutes celles qui s'appliquent.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, conformément : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Au Protocole HCCH de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires <input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1973 sur les aliments (loi applicable) <input type="checkbox"/> À la Convention HCCH de 1956 sur les aliments (loi applicable) <input type="checkbox"/> Autre instrument international, accord ou entente de réciprocité (veuillez spécifier) :
15.2 Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11 de la Convention de 2007, quelles sont les <u>informations</u> dont [nom de votre État] a besoin afin de traiter une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un État autre que [nom de votre État] ? ** Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgateion des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention de 2007.	<u>Concernant le demandeur :</u> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu <input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue <input type="checkbox"/> Actif et passif, le cas échéant et si connus <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) <input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) : <u>Concernant le défendeur :</u> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée, si connue) <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée, si connue) <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu

	<p><input type="checkbox"/> Situation financière, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, le cas échéant et si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Localisation et nature des biens, le cas échéant et si connues</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information permettant de localiser le défendeur, le cas échéant et si connue</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée)</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs sur lesquels la demande est fondée (exigés)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier ou le représentant du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le nom et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés)</p> <p><input type="checkbox"/> Montant modifié des aliments réclamés par le demandeur</p> <p><input type="checkbox"/> Autres informations (veuillez spécifier) :</p>
<p>15.3 [nom de votre État] a-t-il spécifié, par déclaration, les documents qui doivent accompagner la demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un État autre que [nom de votre État] ?</p> <p>article 11(1)(g) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune déclaration n'a été faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, une déclaration a été faite. Veuillez consulter le site Internet de la HCCH.</p>
<p>15.4 Outre les documents spécifiés par déclaration, quels <u>documents</u> devraient accompagner une demande de modification d'une décision en matière</p>	<p><input type="checkbox"/> Texte complet de la décision ou des décisions</p> <p><input type="checkbox"/> Réclamation relative à des dépenses extraordinaires</p>

<p>d'aliments rendue dans un État autre que [nom de votre État] ?</p> <p>Veillez spécifier si les copies doivent être certifiées.</p>	<p><input type="checkbox"/> Fiche de paye établissant un changement de revenu</p> <p><input type="checkbox"/> Accord par écrit entre les parties concernant la modification de la décision en matière d'aliments</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration d'impôt sur le revenu du demandeur la plus récente, si possible</p> <p><input type="checkbox"/> Autres documents (veuillez spécifier) :</p>
<p>15.5 En [nom de votre État], les circonstances de la modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un autre État sont-elles les mêmes que celles de la modification d'une décision en matière d'aliments rendue en [nom de votre État] ?</p> <p>** Il convient de souligner qu'une loi autre que celle de l'État requis peut être applicable.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non. Veuillez spécifier la différence :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui. Voir la réponse à la question 10.6, de la phase 1, partie II plus haut.</p>
<p>15.6 Existe-t-il en [nom de votre État] un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de modification d'une décision en matière d'aliments rendue dans un État autre que [nom de votre État] ? Dans l'affirmative, veuillez fournir un lien vers un site Internet.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire standard recommandé publié par la HCCH</p> <p><input type="checkbox"/> Oui - le formulaire est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) :</p>
<p>15.7 Les modifications peuvent-elles être faites rétroactivement ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non, une modification rétroactive ne peut pas être faite</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier les motifs et toute limitation de la modification rétroactive des aliments) :</p>
<p>15.8 Si l'État d'origine modifie une décision en matière d'aliments après que [nom de votre État] l'ait reconnue, [nom de votre État] peut-il reconnaître la modification ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier les étapes nécessaires ou les exigences et toute limitation de la modification rétroactive des aliments) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

--

IV Information concernant la législation et les procédures applicables en matière d'obligations alimentaires dans [nom de votre Etat]

16. Obligations alimentaires envers un enfant (art. 57)

<p>16.1 Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) aux obligations alimentaires destinées aux enfants dans [nom de votre État] ? Veuillez indiquer un lien vers un site Internet si possible.</p>	
--	--

<p>16.2 Qui peut être bénéficiaire d'aliments destinés aux enfants ?</p> <p>Veillez cocher toutes les cases applicables.</p>	<p><input type="checkbox"/> Tous les enfants, indépendamment de leur statut</p> <p>Ou</p> <p><input type="checkbox"/> Un enfant qui entre dans une ou plusieurs des catégories suivantes :</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant né pendant le mariage</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant né hors mariage :</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Reconnu par le père</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Pas encore reconnu par le père</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant adopté</p> <p><input type="checkbox"/> Tout enfant envers lequel une personne agit en lieu et place d'un parent (<i>in loco parentis</i>)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.3 Qui est le créancier en matière d'obligations alimentaires destinées aux enfants ?</p> <p>Voir également la question 16.4 ci-dessous.</p>	<p><input type="checkbox"/> Enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Parent ayant la garde ou autre personne responsable de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Organismes publics</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>16.4 Qui peut introduire une demande pour un enfant créancier ?</p> <p>Voir la section « Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur » dans les formulaires standards recommandés.</p>	<p><input type="checkbox"/> L'enfant pour lequel des aliments sont demandés ou dus</p> <p><input type="checkbox"/> Le représentant de l'enfant pour lequel des aliments sont demandés ou dus</p>
<p>16.5 Quels éléments peuvent être inclus dans une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans [nom de votre État] ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Paiements périodiques des aliments envers les enfants</p> <p><input type="checkbox"/> Sommes forfaitaires</p> <p><input type="checkbox"/> Frais de garde d'enfants</p> <p><input type="checkbox"/> Activités parascolaires</p> <p><input type="checkbox"/> Frais médicaux ou dentaires</p> <p><input type="checkbox"/> Frais d'avocat</p> <p><input type="checkbox"/> Dépenses extraordinaires, veuillez spécifier</p> <p><input type="checkbox"/> Autres frais de l'autorité compétente, veuillez spécifier</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.6 Une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans [nom de votre État] peut-elle faire l'objet d'un ajustement automatique ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les mécanismes et la fréquence :</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Par indexation (veuillez spécifier la fréquence)</p> <p style="padding-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Autres mécanismes d'ajustement auxquels la décision peut être soumise (veuillez spécifier la fréquence) :</p>

<p>16.7 Une décision en matière d'aliments destinés aux enfants peut-elle être prise rétroactivement dans [nom de votre État] ? Si oui, quelle est la première date à partir de laquelle la décision peut s'appliquer ? Veuillez spécifier toute limitation.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Date de naissance de l'enfant</p> <p><input type="checkbox"/> Date de l'introduction des procédures</p> <p><input type="checkbox"/> Date de séparation</p> <p><input type="checkbox"/> Date de la suspension des paiements volontaires</p> <p><input type="checkbox"/> Une certaine période à partir de l'introduction des procédures, veuillez spécifier</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> Limitations, veuillez spécifier :</p>
<p>16.8 Jusqu'à quel âge une obligation alimentaire peut-elle être destinée aux enfants ? Veuillez fournir une référence des lois de [nom de votre État]. article 32(4) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 18 ans:</p> <p><input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 19 ans :</p> <p><input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 21 ans :</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.9 Dans quelles circonstances une obligation alimentaire destinée aux enfants peut-elle prendre fin avant la durée habituelle ? article 32(4) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> L'enfant est émancipé avant la fin de la durée habituelle</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant n'est plus à charge du créancier et aucune décision n'a réorienté les paiements vers une autre personne</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant se marie</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant est adopté par une personne autre que le débiteur</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant a été retiré de sa famille et se retrouve sous la tutelle de l'État</p> <p><input type="checkbox"/> La décision en matière d'aliments destinés aux enfants établit que l'obligation alimentaire se termine avant la durée habituelle</p> <p><input type="checkbox"/> Autres circonstances dans lesquelles l'obligation alimentaire destinée aux enfants peut prendre fin avant la durée habituelle du recouvrement des aliments (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.10 Une obligation alimentaire destinée aux enfants peut-elle être prorogée au-delà de la durée habituelle ? article 32(4) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non, l'obligation alimentaire ne peut pas être prolongée au-delà de la durée habituelle</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, l'obligation alimentaire peut être prolongée au-delà de la durée habituelle. Veuillez cocher toutes les cases applicables :</p> <p><input type="checkbox"/> Afin de permettre à l'enfant d'achever son éducation secondaire</p> <p><input type="checkbox"/> Afin de permettre à l'enfant d'achever ses études supérieures (par ex. école supérieure ou université)</p> <p><input type="checkbox"/> Si l'enfant a dépassé l'âge coïncidant avec la fin de la durée habituelle et est à la charge</p>

	<p>d'un parent mais incapable, pour raison de santé, d'invalidité ou autre, de se soustraire à cette charge ou d'obtenir les nécessités de la vie</p> <p><input type="checkbox"/> Autres circonstances dans lesquelles l'obligation alimentaire peut être prolongée au-delà de la durée habituelle (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.11 Qui est autorisé à introduire une demande d'exécution d'une obligation alimentaire destinée aux enfants après leur majorité ?</p> <p><i>Veuillez cocher toutes les cases applicables.</i></p>	<p>En ce qui concerne les arrérages accumulés avant que l'enfant n'atteigne l'âge de la majorité :</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant lui-même (qui est à ce stade un adulte)</p> <p><input type="checkbox"/> La personne qui a droit à des aliments en vertu de la décision en matière d'aliments destinés aux enfants</p> <p><input type="checkbox"/> Organismes publics</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p> <p>En ce qui concerne les montants dus pour la période postérieure à la majorité de l'enfant :</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant lui-même (qui est à ce stade un adulte)</p> <p><input type="checkbox"/> La personne qui a droit à des aliments en vertu de la décision en matière d'aliments destinés aux enfants</p> <p><input type="checkbox"/> Organismes publics</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :</p>
<p>16.12 Est-il nécessaire que d'autres procédures soient introduites ou aient pris fin avant qu'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants puisse être rendue dans [nom de votre État] ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune autre procédure n'ait requise</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, d'autres procédures sont requises (veuillez spécifier) :</p> <p><u>Si les parties sont mariées :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures de divorce doivent être introduites</p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures de divorce doivent être terminées</p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être introduites</p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être terminées</p> <p><u>Si les parties sont / étaient mariées :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures concernant la garde de l'enfant doivent être introduites</p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures concernant la garde de l'enfant doivent être terminées</p> <p><u>Si l'enfant est né hors mariage :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures concernant la filiation doivent être introduites</p> <p><input type="checkbox"/> Les procédures concernant la filiation doivent être terminées</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]
--

17. Autorités compétentes responsables en matière de décisions ou de Conventions relatives aux aliments dans [nom de votre État] (art. 57)

17.1	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour reconnaître et exécuter des décisions en matière d'aliments ? article 57 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité administrative
17.2	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour exécuter des décisions en matière d'aliments ? article 57 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité administrative
17.3	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour rendre des décisions en matière d'aliments ? article 57 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité administrative <input type="checkbox"/> Les décisions rendues par cette autorité administrative sont toujours conformes aux exigences de l'article 19(3)
17.4	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour modifier des décisions en matière d'aliments ? article 57 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire ; <input type="checkbox"/> Autorité administrative <input type="checkbox"/> Les décisions rendues par cette autorité administrative sont toujours conformes aux exigences de l'article 19(3)
17.5	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour reconnaître et exécuter des conventions en matière d'aliments ?	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité administrative
17.6	Quelle autorité est compétente en [nom de votre État] pour exécuter des conventions en matière d'aliments ? article 57 de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Autorité judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité administrative <input type="checkbox"/> Autre (veuillez spécifier) :
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]		

18. Information concernant les systèmes permettant de fournir des prestations à titre d'aliments (art. 36)

Existe-t-il en [nom de votre État] un quelconque organisme public qui agit à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme auquel est dû le remboursement de prestations fournies au créancier à titre d'aliments ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez présenter un bref exposé du système) :
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

V Informations relatives aux règles et procédures d'exécution dans [nom de votre Etat]

19. Informations générales concernant l'exécution dans [nom de votre Etat] (art. 57(1)(d) de la Convention)

<p>19.1 Existe-t-il un délai applicable à l'exécution des obligations alimentaires destinées aux enfants ? article 57(1)(d) de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Non, il n'existe aucune limitation à l'exécution</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, il existe un délai applicable à l'exécution (veuillez spécifier) :</p>
<p>19.2 Existe-t-il d'autres limitations à l'exécution ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, d'autres limitations s'appliquent (veuillez spécifier) :</p>
<p>19.3 Un débiteur peut-il invoquer la prescription d'une créance alimentaire en raison de l'inaction du créancier ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non, il n'y a pas de classement des créanciers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :</p>
<p>19.4 Un ordre de priorité est-il appliqué à l'égard des créanciers lorsqu'il existe plusieurs obligations alimentaires découlant de différentes relations antérieures ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, les créanciers d'aliments sont classés comme suit (veuillez spécifier) :</p>
<p>19.5 Une distribution proportionnelle est-elle appliquée à l'égard des créanciers lorsqu'il existe plusieurs obligations alimentaires découlant de différentes relations antérieures ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non, les obligations alimentaires ne sont pas divisées</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, les obligations alimentaires sont divisées. Veuillez spécifier comment la distribution est appliquée lorsqu'il y a plusieurs obligations alimentaires :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

20. Règles de protection du débiteur (art. 57(1)(d))

<p>Veuillez spécifier toute règle de protection du débiteur qui s'applique au recouvrement des aliments dans [nom de votre État].</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucune règle de protection ne s'applique.</p> <p><input type="checkbox"/> Les règles de protection suivantes s'appliquent (veuillez spécifier) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

21. Aperçu des procédures en matière d'exécution dans [nom de votre Etat] (art. 57(1)(d))

<p>Veuillez présenter un bref aperçu du / des processus suivi(s) lorsque [nom de votre État] exécute une décision sur son territoire. Veuillez indiquer les délais.</p>	
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

22. Mesures disponibles afin d'exécuter des décisions en matière d'aliments (art. 34)

<p>22.1 Quelles mesures sont disponibles dans [nom de votre État] afin d'exécuter des décisions en matière d'aliments ? article 34 de la Convention de 2007</p>	<p><input type="checkbox"/> Mesures provisoires</p> <p><input type="checkbox"/> Saisie des salaires</p> <p><input type="checkbox"/> Saisies ou saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources</p> <p><input type="checkbox"/> Saisie et vente d'actifs</p> <p><input type="checkbox"/> Déductions sur les prestations de sécurité sociale</p> <p><input type="checkbox"/> Gage sur les biens ou leur vente forcée</p> <p><input type="checkbox"/> Retenue ou saisie des remboursements d'impôt</p> <p><input type="checkbox"/> Retenue ou saisie des pensions de retraite</p> <p><input type="checkbox"/> Saisie des paiements de sommes forfaitaires</p> <p><input type="checkbox"/> Signalement aux organismes de crédit</p> <p><input type="checkbox"/> Refus de délivrance, suspension ou retrait de divers permis (par ex. passeport, permis de conduire)</p> <p><input type="checkbox"/> Incarcération</p> <p><input type="checkbox"/> Audience portant sur le défaut de paiement</p> <p><input type="checkbox"/> Interdiction pour un débiteur de quitter le territoire de [nom de votre État]</p> <p><input type="checkbox"/> Saisie des gains de loteries ou de jeux</p> <p><input type="checkbox"/> Poursuite pénale pour le motif du non-respect du devoir de payer une obligation alimentaire</p> <p><input type="checkbox"/> Recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes alternatifs de résolution des différends afin de favoriser une exécution volontaire</p> <p><input type="checkbox"/> Autres mesures d'exécution disponibles (veuillez spécifier) :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

VI Autres informations

23. Informations concernant le paiement (lieu où les paiements doivent être effectués et modalités d'envoi) (art. 11(1)(f))

<p>23.1 Lorsque [nom de votre État] est l'État requérant, à quel endroit les paiements doivent-ils être envoyés ?</p> <p>Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent. Si plusieurs options s'appliquent, veuillez spécifier quand chaque option peut s'appliquer.</p>	<p><input type="checkbox"/> Directement au créancier : [REDACTÉ]</p> <p><input type="checkbox"/> Au représentant du créancier : [REDACTÉ]</p> <p><input type="checkbox"/> À l'Autorité centrale : [REDACTÉ]</p> <p><input type="checkbox"/> En un lieu centralisé, autre que l'Autorité centrale : [REDACTÉ]</p> <p><input type="checkbox"/> À une autre autorité : [REDACTÉ]</p>
---	---

<p>23.2 Lorsque [nom de votre État] est l'État requérant et reçoit les paiements d'aliments en un lieu centralisé ou à une autre adresse que celle de l'Autorité centrale, veuillez indiquer les informations suivantes.</p>	<p>Nom :</p> <p>Adresse :</p> <p>No de téléphone :</p> <p>No de télécopieur :</p> <p>Courriel :</p> <p>Adresse du site Internet :</p> <p>Personne(s) à contacter :</p> <p>Nom et adresse de la banque :</p>
<p>23.3 Lorsque [nom de votre État] est l'État requérant, sous quelle forme les paiements des aliments peuvent-ils être reçus dans cet État ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique. Si la réponse dépend de la personne destinataire du paiement, veuillez aussi cocher « Autre » et spécifier.</p>	<p><input type="checkbox"/> En espèces</p> <p><input type="checkbox"/> Par chèque ou mandat</p> <p><input type="checkbox"/> Par transfert électronique de fonds, veuillez fournir les détails</p> <p><input type="checkbox"/> Par carte de crédit</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>23.4 Si les chèques sont acceptés en [nom de l'État], existe-t-il des restrictions à leur utilisation ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :</p> <p><input type="checkbox"/> L'utilisation des chèques sera progressivement supprimée à compter du (insérer la date) :</p> <p><input type="checkbox"/> Autres limitations (veuillez préciser):</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>23.5 Quelles sont les actions prises par [nom de votre État] afin de réduire les coûts et les frais associés au traitement des paiements internationaux ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Tous les paiements sont traités par une autorité désignée.</p> <p><input type="checkbox"/> Tous les paiements sont traités dès réception.</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements inférieurs à un certain montant ne sont pas traités. Veuillez spécifier le montant minimum traité et la devise (code ISO)</p> <p><input type="checkbox"/> Les paiements inférieurs à un certain montant sont perçus, déposés et réunis en un seul paiement envoyé selon un échéancier convenu avec le créancier. Veuillez spécifier le montant et la devise (code ISO)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :</p>
<p>Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]</p>	

Fin de la Phase 1

Phase 2

I Informations Générales

1. Aperçu des processus suivis lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 10 de la Convention (art. 57)

<p>Veuillez fournir un bref aperçu de la (des) procédure(s) mise(s) en œuvre lorsque [nom de votre État] reçoit une demande au titre de la Convention de 2007.</p> <p>Merci de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'autorité qui reçoit la demande • où la demande est transmise pour traitement • les étapes qui se déroulent, et ce qui se passe en cas de contestation de la décision. <p>Cette question vise à donner au responsable de dossier dans l'État requérant une vue d'ensemble des étapes qui seront suivies dans le cadre du traitement du dossier. Veuillez indiquer les délais associés.</p>	
1.1	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une <u>décision en matière d'aliments</u> rendue dans un autre État contractant.</p>
1.2	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une <u>convention en matière d'aliments</u> conclue dans un autre Etat contractant.</p>
1.3	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande d'exécution d'une <u>décision en matière d'aliments</u> rendue ou reconnue dans [nom de votre État].</p>
1.4	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande d'exécution d'une <u>convention en matière d'aliments</u> conclue ou reconnue dans [nom de votre État].</p>
1.5	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande d'obtention d'une décision dans [nom de votre État].</p>
1.6	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande de modification d'une <u>décision en matière d'aliments</u> rendue dans [nom de votre État].</p>
1.7	<p>Un aperçu de la procédure suivant la réception d'une demande de modification d'une <u>décision en matière d'aliments</u> ayant été rendue dans un État autre que [nom de votre État].</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]

2. Méthodes de calcul des aliments dans [nom de votre Etat] (art. 57)

2.1 L'évaluation de l'obligation alimentaire est-elle basée sur une formule, des lignes directrices ou d'autres critères ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez exposer les principaux éléments pris en considération lors de l'évaluation :
2.2 Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) à l'évaluation de l'obligation alimentaire ? Donnez si possible un lien vers un site Internet.	
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

3. Établissement de la filiation (art. 57)

3.1 Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) à l'établissement de la filiation dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire ? Donnez si possible un lien vers un site Internet.	
3.2 Quelles sont les méthodes légales d'établissement de la filiation dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire ?	<input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par présomption <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par reconnaissance <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par décision judiciaire <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par décision administrative <input type="checkbox"/> Autres méthodes d'établissement, veuillez spécifier :
3.3 Veuillez donner un bref aperçu concernant la manière dont la ou les méthode(s) d'établissement de la filiation mentionnée(s) ci-dessus est ou sont appliquée(s) dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire.	
3.4 Veuillez décrire les méthodes scientifiques ou médicales (par ex. test ADN) utilisées pour établir la filiation, y compris les exigences et restrictions et la manière dont elles s'appliquent dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire.	
3.5 Veuillez indiquer les frais généralement liés à l'établissement de la filiation dans [nom de votre État], la personne ou l'entité qui devra les assumer, s'ils peuvent être couverts par l'assistance juridique et s'il existe en la matière des distinctions entre les résidents et les non résidents.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]

4. À la suite de la reconnaissance d'une décision par un autre Etat (art. 57)

4.1	Lorsqu'une décision en matière d'aliments est reconnue par un autre État, [nom de votre État] a-t-il besoin d'en être informé ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
4.2	La reconnaissance par un autre État affecte-t-elle le statut de la décision initiale dans [nom de votre État] ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (veuillez spécifier) :
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]		

5. Demandes présentées directement aux autorités compétentes (si disponible) (art. 37)

5.1	Veuillez fournir un aperçu de la façon dont les demandes directes sont présentées en [nom de votre État].	
5.2	Veuillez fournir des informations relatives aux autorités compétentes en [nom de votre État] auxquelles les demandes directes devraient être présentées.	
5.3	Veuillez fournir d'autres informations pertinentes concernant les demandes directes en [nom de votre État].	
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]		

6. Autres informations pouvant être utiles (art. 57)

6.1	Existe-t-il des délais de prescription relatifs à l'exécution des arrérages ? Veuillez spécifier les délais et les références aux lois de [nom de votre État]. article 32(5) de la Convention de 2007	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les délais et les extraits des lois de [nom de votre État].
6.2	Qu'arrive-t-il lorsqu'un débiteur paie un montant mensuellement, mais que le montant déboursé ne couvre pas entièrement l'obligation alimentaire actuelle ainsi que les arrérages ? Comment déterminez-vous quelle dette sera honorée en premier lieu et qui prend une telle décision ?	
6.3	En présence de plusieurs saisies-arrêts/retenues sur le revenu d'un débiteur, les obligations alimentaires ont-elles priorité sur les autres dettes ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui, dans certaines circonstances. Veuillez expliquer : <input type="checkbox"/> Non, veuillez spécifier l'ordre de priorité :

6.4	Est-il possible de percevoir des intérêts sur les arrérages dans [nom de votre État] ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
6.5	Lorsqu'il est possible de percevoir des intérêts sur les arrérages dans [nom de votre État] y a-t-il des limitations ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les limitations :
6.6	Comment une demande en matière d'aliments est-elle traitée en vertu des lois de [nom de votre État] sur la faillite ? (Par ex. y a-t-il une différence selon qu'il existe une décision en matière d'aliments ?)
6.7	Quelles sont les procédures lorsqu'un débiteur quitte [nom de votre État] ? <input type="checkbox"/> Aviser l'État requérant initial <input type="checkbox"/> Mettre fin aux procédures <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier :
6.8	Veuillez donner un bref aperçu de la procédure qui s'applique lorsqu'un créancier ou un débiteur veut former un appel contre une décision rendue dans [nom de votre État].
Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE]	

Fin de la Phase 2